



Réforme de l'imposition des entreprises III: Halte au démantèlement des finances publiques !

Le parlement fédéral et les cantons abusent de l'indispensable réforme de l'imposition de certaines catégories d'entreprises pour affamer les finances publiques. Après la perte de plusieurs milliards de francs pour la caisse fédérale par la dernière réforme, le Conseil national a de nouveau distribué de manière généreuse des cadeaux fiscaux qui auront des conséquences fâcheuses pour le domaine social, la formation et l'aide au développement. C'est inacceptable.

En raison de la pression internationale, les privilèges fiscaux pour certaines entreprises seront abolis. Le PS60+ salue cette tendance. La politique bourgeoise dominante aux niveaux fédéral et cantonal cherche maintenant à abuser de cette réforme pour introduire de nouveaux privilèges et cadeaux fiscaux. L'état actuel des discussions amène à des pertes de recettes publiques de plusieurs milliards. Le PS60+ s'oppose fermement à cette manœuvre antisociale !

Référendum au niveau fédéral ! Au niveau fédéral, la majorité bourgeoise refuse une compensation partielle des pertes fiscales par une imposition des dividendes ou par l'impôt sur les gains en capital. Au contraire, le Conseil national offre de nouvelles possibilités d'évasion fiscale. Les pertes pour les finances fédérales s'élèvent à plus de 2 milliards de francs. Le programme d'économie (« programme de stabilisation ») pour les années à venir, discuté en parallèle, nous montre les conséquences néfastes avant tout pour la formation, la science et la recherche, l'aide au développement et le domaine social. C'est le futur de notre pays qui est délibérément mis en jeu. Le PS 60+ soutient donc l'intention du PS suisse de lancer le référendum contre la réforme dans la configuration actuelle.

Halte à la concurrence fiscale destructive ! Les cantons sont également obligés d'abolir ces régimes fiscaux particuliers. Ils utilisent cette opportunité pour abaisser en général et de manière massive les impôts pour les entreprises. C'est un signal clair pour une nouvelle vague d'abaissement fiscal nuisible. Quelques cantons de la Suisse centrale nous donnent l'exemple comment les finances publiques sont systématiquement revues à la baisse par la prise de coupes budgétaires drastiques suivantes : Vacances forcées dans les écoles, diminution des réductions des primes d'assurance maladie, coupes budgétaires dans le domaine social - ce ne sont que quelques conséquences qui sont finalement portées par les ménages privés. Le PS60+ invite les cantons à stopper cette concurrence fiscale absurde et destructive.

Des réductions d'impôts seulement avec des contreparties contraignantes ! Le canton de Vaud a montré l'exemple : S'il y a nécessité de réduire le taux des impôts pour les entreprises, des contreparties obligatoires dans le domaine social sont indispensables ! Ces prestations sont à lier de manière fixe avec les mesures d'imposition. Des déclarations d'intention sans caractère obligatoire qui reposent sur l'illusion de croissance économique au moyen des baisses d'impôts ne suffisent pas. Le PS60+ fait appel à toutes les forces politiques constructives de réaliser une politique fiscale dans l'intérêt de toute la population et de cesser de privilégier les nantis.